



ESJ Social Sciences

De L'utopie Mondialiste A La Nouvelle Utopie Altermondialiste Face A La Pauvrete Et Aux Inegalites

Amos Cishunguluka Kanani

Département de Sociologie
Université Officielle de Bukavu, RD Congo

[Doi:10.19044/esj.2021.v17n15p357](https://doi.org/10.19044/esj.2021.v17n15p357)

Submitted: 16 March 2021

Accepted: 06 May 2021

Published: 31 May 2021

Copyright 2021 Author(s)

Under Creative Commons BY-NC-ND

4.0 OPEN ACCESS

Cite As:

Kanani A.C. (2021). *De L'utopie Mondialiste A La Nouvelle Utopie Altermondialiste Face A La Pauvrete Et Aux Inegalites*.

European Scientific Journal, ESJ, 17(15), 357. <https://doi.org/10.19044/esj.2021.v17n15p357>

Résumé

Réverbérer sur les promesses et les déboires de la mondialisation et de l'altermondialisme, constitue le contenu de ce papier.

Sans nul doute, la réflexion relance le débat sur la crédibilité des alternatives au capitalisme ultralibéral. L'argument développé souligne que si la mondialisation économique (le capitalisme) n'a pas tenu ses promesses, le mouvement altermondialiste qui s'en est érigé en adversaire farouche et autodéterminé à agir autrement en vue de construire un autre monde où le capital ne serait qu'un outil au service de l'humanité, a aussi engendré ses propres contradictions et provoqué de nouvelles insatisfactions.

Si l'altermondialisme a voulu corriger ou réparer les effets nocifs de la mondialisation, il a aussi, dans sa praxéologie, reproduit certaines tares de son adversaire et provoqué des nouvelles déceptions dans le procès de la pauvreté et des inégalités. Ainsi, jusque là, le monde n'a fait que passer de l'utopie à la nouvelle utopie.

Mots-clés: Mondialisation, Altermondialisme, Capitalisme, Pauvreté, Inégalités, Utopie

From The World Viewpoint Utter To The Newalterworld- Viewpoint Utter Confronted To Poverty And Inequality

Amos Cishunguluka Kanani

Département de Sociologie
Université Officielle de Bukavu, RD Congo

Abstract

Reverberating on the promises and setbacks of globalization and alter-globalization is the content of this paper.

No doubt, the reflection restarts the debates on the credibility of alternatives to ultraliberal capitalism. The scrutinized idea shows if economic globalization (capitalism) has not made its promises, the alter-globalization movement which has itself up as a fierce and self-determined opponent to act differently in order to build another world where capital would be a tool of humanity service, has also generated its own contradictions and provoked new dissatisfaction.

If the alter-globalization wanted to correct or repair the globalization harmful effects, it has also, in its praxeology, reproduced certain defects of its adversary and provoked new disappointments in the process of poverty and inequalities. So, till then, the world has only shifted from the utopia to the new utopia.

Keywords: Globalization, Alter-Globalization, Capitalism, Poverty, Inequalities, Utopia

Introduction

Le monde est toujours à la recherche du paradigme unificateur, pour la prise en charge des problèmes mondiaux, notamment le terrorisme, le réchauffement climatique, le VIH/ SIDA, les différentes pandémies, la pauvreté et les inégalités, etc.

Il n'est guère surprenant de constater que la globalité est l'approche la plus mobilisée par la société-monde face à ces différents problèmes. Chaque fois que le monde se trouve confronté à l'un ou l'autre de ces problèmes, le concept de démarche globale ou simplement la globalisation est plus évoqué et souligne l'intention de s'unir pour réussir la lutte.

Notre réflexion sur les différents paradigmes d'intervention face aux inégalités dans le monde en général et le cas de la ville de Bukavu en particulier mobilise le concept d'utopie. Mais, pourquoi axer la réflexion sur l'utopie ? On pense bien souvent que l'utopie est un domaine des autres domaines et non de la sociologie. Pourtant, la sociologie de Jean Barrea (2007) traite de l'utopie, en soutenant que « [...] dans les moments de crises du réel,

les solutions tendent à venir d'ailleurs que de la sphère politique. Tandis que la politique gère, la culture crée; et celle-ci entre précisément en ébullition quand la réalité historique est acculée à l'impasse ». De la sorte, les crises sont «porteuses d'utopies créatrices ». Cela semble avoir été compris par les acteurs de la mondialisation et ceux de l'altermondialisme, deux projets aux ambitions contraires mais apparemment conciliables dans certains contextes. Ainsi, l'analyse sociologique étayée dans cet article se focalise sur les promesses et les déboires de ces deux paradigmes en confrontation avec la réalité.

Le corps de ce papier est constitué de trois points saillants: le premier traite de la démarche méthodologique, le deuxième est consacré à la revue de la littérature et cherche ainsi à repérer les origines socio-économiques de la mondialisation et identifier l'utopie dans le projet mondialiste à travers ses promesses et ses déboires, et enfin, le troisième point se propose d'expliquer les fondements de la colère de la société civile mondiale et la conception d'un projet altermondialiste, avec comme objectif de déceler la nouvelle utopie dissimulée dans le projet altermondialiste, à partir de son discours (promesses) et sa praxéologie sur le terrain de la pauvreté et des inégalités dans la ville de Bukavu.

Demarche Methodologique

Le parcours qui a conduit à la rédaction de ce papier a emprunté trois moments clés : la revue de la littérature sur les fondements socio-économiques de la mondialisation et sur les fondements de la colère des altermondialistes, la collecte des données et leur analyse.

Ainsi, la revue a sélectionné les écrits critiques de la mondialisation en mettant en relief ses origines, ses enjeux et ses déboires. L'effort de documentation nous a permis de retenir que la mondialisation a formulé des promesses qu'elle n'a pas réalisées dans le processus de la construction d'un monde où les inégalités et la pauvreté sont sensiblement réduites. C'est cela qui a suscité des critiques acerbes de la part des élites et de la société civile mondiale, au point d'initier un nouveau paradigme, à savoir celui de l'altermondialisme. Ce dernier a à son tour formulé des promesses dont les résultats ne semblent pas confirmer la démarcation avec son adversaire désigné qu'est la mondialisation.

Quant à la phase de la collecte des données, elle s'est servie de l'observation désengagée et l'entretien non directif menés dans la ville de Bukavu en tant qu'étude de cas, portant sur les actions des organisations œuvrant dans le cadre de l'économie sociale et solidaire conçue en tant que conséquence du mouvement altermondialiste et sur le niveau de réalisation des promesses de la mondialisation et de l'altermondialisme dans la ville de Bukavu. Ces deux techniques ont permis de collecter les données en référence avec le niveau d'accomplissement des promesses de la mondialisation et de

l'altermondialisme dans le processus de réalisation du bien-être de la société. Les membres des Coopératives et des mutuelles opérant actuellement à Bukavu ont constitué le substrat humain de la recherche. Ce faisant, des rencontres programmées ont permis d'engager des échanges avec ces membres dans les salons de bureau de leurs coopératives et mutuelles. L'entretien s'arrêtait dès que la saturation était constatée. Ainsi, les membres des COOPEC Cahi, Kawa (avant sa faillite), Pilote et de la mutuelle d'épargne et de crédit Ibanda ont été enquêtés.

Pour sa part, notre analyse des données est essentiellement qualitative, axée sur le contenu. La confrontation des données empiriques aux différentes promesses de la mondialisation et de l'altermondialisation a emprunté une allure de comparaison, d'interprétation et de discussion des faits, en vue de relever les contradictions au cœur même de ces deux paradigmes d'appréhension des réalités mondiales à partir des réalités locales. C'est l'analyse comparée de la praxis de la mondialisation et de celle de l'altermondialisme, tous deux à l'épreuve des faits sur terrain, qui a permis, en définitive, de considérer que dans son combat contre la pauvreté et les inégalités, le monde serait passé de l'utopie à une nouvelle utopie.

Revue de littérature sur les origines socio-économiques et culturelles de la mondialisation

Ce point retrace les aspects socio-économiques et culturels de l'origine de la mondialisation à travers la littérature, l'ambition étant de comprendre d'où vient la mondialisation et quels sont ses enjeux, ses forces et ses faiblesses.

Aux origines socio-économiques et culturelles de la mondialisation

Pour Pascal Lamy, Charles Wyplosz et Steve Charnovitz (2005), l'Internet est l'un des phénomènes à l'origine de la mondialisation. Mais, c'est vers 1971 que les échanges de biens retrouvent, en part du PIB mondial, leur niveau de 1910 et que reprend véritablement la mondialisation économique. La mondialisation économique est ainsi l'accélération, à l'échelle mondiale, des échanges de biens et de services rendue possible grâce à la levée progressive des entraves au commerce dans le cadre de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) puis de l'organisation mondiale du commerce (OMC) depuis 1995. Ces deux organisations traduisent la libéralisation du commerce et la libre circulation des flux économiques à travers le monde. C'est l'effacement des frontières en faveur de ces flux. Cette accélération des échanges visait entre autres l'amélioration de la croissance et par là, la lutte contre la pauvreté dans le monde, dans l'hypothèse que la pauvreté serait due plus à des causes économiques. Ainsi qu'on peut le voir, cette intensification des échanges, des flux commerciaux a également ouvert

le champ à l'interpénétration des cultures. Tout cela a, en effet, préfiguré si pas consacré le slogan de la solidarité mondiale, avec en toile de fond la réduction des inégalités sociales, l'unification des approches d'intervention face aux problèmes qui dérangent la planète, y compris le problème de la pauvreté. La croissance est ici perçue comme la clé de voûte de la lutte contre la pauvreté, et pour qu'il y ait eu croissance, l'approche globale ou holiste a été initiée dans une logique instrumentale.

Toutefois, pour certains analystes, la mondialisation a existé dès le début de l'histoire humaine. Dès l'Antiquité, les différentes civilisations ont développé des routes commerciales, des échanges culturels, elles ont aussi vécu des phénomènes migratoires qui ont contribué à des échanges entre les populations. Ce phénomène de mondialisation s'est poursuivi un peu partout dans le monde au cours de l'histoire, notamment à travers les conquêtes militaires et les grandes explorations. Mais la mondialisation s'est surtout accélérée grâce aux progrès technologiques en matière de transports et de communication. C'est particulièrement depuis la seconde moitié du 20^e siècle que les échanges mondiaux se sont accélérés au point que l'on finisse par employer le terme mondialisation.

La sociologie de Marcel Mauss sur le don au 20^e siècle (1925), la théorie sur la réciprocité de Marshall Sahlins (1983) et le principe de réciprocité chez Karl Polanyi (2007), dégagent également une trace économique de la mondialisation, à travers les échanges dans les sociétés traditionnelles, au goût de la solidarité.

Ainsi, les aspects économiques, financiers, sociaux et culturels de la mondialisation sont cernés pour comprendre sa focalisation sur le problème de la pauvreté et des inégalités dans le monde. Ce faisant, la mondialisation économique suppose le développement des échanges ou des flux commerciaux avec des acteurs transnationaux ; la mondialisation culturelle s'explique par l'interpénétration des réalités culturelles dans toute leur diversité, mais aussi l'émergence d'une supra culture mondialisée.

La circulation de l'information en temps réel, l'interconnexion et l'interdépendance des événements et de leurs conséquences expliquent donc la mondialisation socioculturelle.

Les acteurs de la mondialisation et artisans ou fanatiques de l'approche globale de la résolution des problèmes complexes de l'humanité ont convenu de combattre les inégalités qui avaient structuré le monde en bloc riche et en bloc pauvre. Il y a lieu de cerner la matérialisation de ce discours-promesse dans le deuxième point de cette réflexion, consacré aux promesses et déboires du mouvement dit mondialiste.

Les promesses et les déboires de la mondialisation

Sans claudiquer, Eric Desrosiers (2004) fait remarquer que la mondialisation n'a pas tenu ses promesses, à savoir *la réduction des inégalités*. Au contraire, elle les a aggravées entre les pays, et à l'intérieur même des pays.

Plusieurs actes de formulation de cet objectif de réduction des inégalités et d'unification du monde existent, mais le plus proche et le plus institutionnel se trouve être le Consensus de Washington (1989), qui a ficelé un certain nombre de principes parmi lesquels on en trouve en bonne place ceux qui consacrent le libéralisme ou le capitalisme ultralibéral, la privatisation et la dérégulation (non intervention ou intervention limitée de l'Etat sur le marché) comme des voies meilleures pour procurer le bien être aux peuples et aux Etats ainsi que comme des solutions types à toute forme de crise économique liée à l'endettement. Béatrice Hibou(1999) qualifie ce consensus d'une réelle volonté de « privatiser le monde ».

Dans le cadre du colloque intitulé « Ombres et lumières de la mondialisation » tenu à l'Université du Québec à Montréal 22 au 23 novembre 2004, Albert Berry a à son tour pris la position selon laquelle face aux inégalités, la mondialisation n'a pas tenu ses promesses. Ces assises espéraient entre autres faire le point sur les options qui s'offrent afin de s'assurer que les bénéfiques de la mondialisation soient mieux répartis. On peut comprendre par là que la mondialisation possède des bénéfiques à son actif, mais que ces derniers sont mal répartis. Cette mauvaise répartition des bénéfiques favorise ainsi les inégalités. Cela peut aussi signifier que certaines sociétés auraient arraché des bénéfiques de la mondialisation quand d'autres se disent être des perdants. Ça peut paraître normal et de là logique dans toute compétition humaine. Pourtant, le problème se situe au niveau de l'ambition ou de l'ampleur de la promesse : le bonheur pour tous, un monde uni parce que vidé de toute régulation. L'utopie mondialiste commence par là.

La plupart de chercheurs en économie internationale, en sociologie, ... à l'image de James Galbraith, reconnaissent que la difficulté de prouver que cette promesse de la mondialisation n'a pas été tenue est inhérente à l'extrême pauvreté de données statistiques de qualité.

Tout ce qu'on croit savoir est que les inégalités entre pays riches et pays pauvres avaient augmenté depuis le début des années 80, à l'exception de la fulgurante croissance économique de la Chine et de l'Inde. En ce qui concerne l'accroissement ou la baisse des inégalités au sein de chaque pays, les données étaient perçues comme trop contradictoires pour permettre de déterminer une tendance générale.

Fort de nouveaux indicateurs plus fiables et plus détaillés qu'il a mis au point, James Galbraith se dit aujourd'hui en mesure de prouver que les inégalités ont, en fait, augmenté presque partout depuis plus de 25 ans, entre

pays riches et pays pauvres mais aussi entre riches et pauvres dans chaque pays. De façon globale, les inégalités de revenus entre les ménages auraient augmenté partout depuis le début des années 80, après avoir marqué une pause de 1963 à 1971 et avoir même brièvement reculé de 1971 à 1980. Voir les 30 glorieuses, entre 1946 et 1975, période de forte croissance économique et d'amélioration des conditions de vie qu'a connue la grande majorité des pays développés.

Il ya bien des raisons à cette augmentation des inégalités. La mondialisation économique est la mère du néolibéralisme, nouveau visage du capitalisme. Certes, elle ne peut être tenue responsable de tous les maux de la terre. Cependant, la dérégulation en termes de la limitation du rôle de l'Etat sur le marché capitaliste que prône le néolibéralisme aura joué en défaveur de la réduction des inégalités. Et James Galbraith d'ajouter que la principale cause des inégalités demeure l'abandon du système de Breton Wood, la perte de contrôle sur les marchés financiers internationaux qui s'en est suivie et tous les dommages que cela a causés à la stabilité financière et à la souveraineté des Etats. Dans presque tous les pays, il s'observe un contraste dans les grands centres urbains et les milieux ruraux.

L'expertise et les ressources technologiques requises par la nouvelle économie sont concentrées de plus en plus dans quelques centres urbains alors que le reste du pays végète. On continue à assister à l'aggravation des inégalités entre le Sud et le Nord.

La persistance des inégalités et l'aggravation des contrastes a provoqué la colère d'une certaine société civile dite mondiale, organisée mais aussi nébuleuse dans sa structuration.

Examinons les fondements de la colère de la société civile mondiale et la nature de sa structuration dans le troisième point de cet article.

La colère de la société civile mondiale et la conception d'un projet altermondialiste ambitieux

Se rendant compte que la mondialisation exprimée à travers le néolibéralisme n'a pas tenu sa promesse de combattre les inégalités, et considérant qu'à lieu et place elle a fait émerger une oligarchie constituée de seigneurs du capital mondialisé qui sont considérés comme ayant détruit le monde par la mise en place des empires financiers privés dont l'action n'a visé que le profit et la mise à l'écart de l'Etat sur le marché, un groupe composite d'intervenants au sein de la société civile s'est vu exaspéré, révolté

Les griefs à la base de la colère

Jean Ziegler n'en parle pas moins, dans *Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent* (2002), lorsqu'il soutient qu'au cœur du marché globalisé, banquiers, hauts responsables des sociétés transnationales,

opérateurs du commerce mondial accumulent l'argent, détruisent l'Etat, dévastent la nature et les êtres humains. Ces nouveaux maîtres du monde ce sont les seigneurs du capital financier mondialisé et détiennent d'un grand pouvoir.

Ziegler est révolté par la misère du monde, il est indigné par de profondes inégalités, par la destruction de la planète et par le culte du profit issu de l'idéologie néolibérale. Il dénonce les effets dévastateurs du capitalisme mondialisé.

Daniel Martin (2007) se situe dans le sillage de Ziegler pour expliquer les fondements de la colère ou la phobie du mouvement altermondialiste. Sans prétendre à l'exhaustivité de leur identification, il ya lieu de retenir parmi tant d'autres les griefs suivants :

La dictature des marchés financiers

Les altermondialistes pensent que la finance a été magnifiée au détriment de l'humain et que cette domination de l'humain par la finance est une erreur qu'il faut absolument corriger. Ils culpabilisent le capital et les capitalistes dans le procès des inégalités dans le monde.

Les altermondialistes voudraient *que les entreprises soient gérées dans l'intérêt de leurs salariés, non celui de leurs actionnaires*. La réplique des défenseurs de la mondialisation est que si une entreprise était gérée de cette manière, elle distribuerait plus d'argent à ses salariés et moins à ses actionnaires. Ceux-ci s'apercevraient alors qu'elle est peu rentable, même si ses salariés sont prospères, et placeraient leur argent ailleurs. Privée de ressources en capital, l'entreprise aurait du mal à investir et ses concurrents lui tailleraient des croupières. Au bout d'un certain temps, elle ferait faillite, ses actionnaires auraient perdu leur investissement et ses salariés leur emploi.

La dérégulation généralisée

Les altermondialistes sont opposés à la tendance à la privatisation de la société par les capitalistes à idéologie mondialiste. Le commerce s'est mondialisé avec comme stratégie le démantèlement de l'Etat au profit des lois du marché. Ce démantèlement de l'Etat sur le marché capitaliste est mal perçu et laisse penser à la privatisation de la société-monde.

En guise de réplique, les tenants de la mondialisation avancent que les critiques contre cette dernière ne sont pas fondées si l'on s'en tient à la situation actuelle des pays comme la Chine et l'Inde qui sont farouchement partisans de l'ouverture des échanges, et la Chine a fourni de gros efforts pour devenir récemment membre de l'OMC. D'après les défenseurs de la mondialisation, *ces pays sont ultralibéralistes parce qu'ils y trouvent leur intérêt*.

Les altermondialistes ignorent aussi la prise de position officielle en faveur du libéralisme économique des pays d'Afrique qui ont adhéré au NEPAD (Nouveau Partenariat Africain pour le Développement), programme international basé sur l'ouverture progressive des marchés et l'assistance aux pays qui améliorent leur gouvernance. Les mondialistes démontrent que les pays pauvres qui ont besoin de développement demandent l'ouverture internationale, c'est-à-dire le libéralisme ainsi que la mondialisation.

On le voit, chaque camp est à la défensive et veut accréditer une thèse qui accable l'autre.

Le démantèlement des services publics

Un pays est comme une entreprise: les frais généraux, non producteurs de biens et de services vendables, pèsent sur sa compétitivité; s'il a des frais généraux élevés, il ne peut dégager les ressources financières pour se développer; et faute de développement, il est de moins en moins compétitif et ses concurrents peuvent le battre. Or les frais généraux d'un pays sont ses services publics: éducation, armée, hôpitaux, tribunaux, etc.

Parce qu'elle pèse sur les prix des produits et services et améliore leur qualité, la concurrence est bénéfique à un pays et au niveau de vie de ses citoyens, mais elle exige l'élimination des gaspillages. Pour les altermondialistes, l'Etat cherche à esquiver les dépenses publiques et laisser une place large à la privation. Il est taxé d'irresponsable.

La phobie de l'OMC

Les altermondialistes reprochent souvent à l'OMC de faire le jeu des Etats-Unis et de l'Union Européenne. Ces derniers peuvent s'opposer à une mesure régulatrice sans en subir les conséquences. Les altermondialistes pensent que l'Union européenne et les Etats-Unis se trouvent dans l'égoïsme protectionniste, qui se manifeste par la conclusion des accords commerciaux bilatéraux plus favorables pour eux qu'un accord général ou une règle commerciale internationale commune. Ils sont plus forts dans une négociation avec un pays isolé qu'entre l'ensemble des pays de l'OMC.

En réaction, les mondialistes avancent que la stratégie anti-OMC des altermondialistes est radicale et ne peut pas se justifier dans tous les cas. Par exemple, pour rendre le commerce mondial plus équitable, l'OMC a imposé aux Américains des sanctions qui se chiffrent en milliards de dollars, pour leur politique de taxation des importations d'acier contraire à leurs engagements. Il reste à savoir si cela est suffisant pour convaincre les altermondialistes.

La phobie du FMI

Le Fonds Monétaire International a été chargé d'assurer la régulation du système monétaire international, accordant des prêts aux pays dont la

balance des paiements était en déficit et, au-delà d'un certain seuil, imposant aux pays emprunteurs des politiques de redressement. Le FMI subordonne l'octroi de ses prêts à des mesures d'assainissement des économies endettées, telles que la réduction des dépenses publiques, la vérité des prix, le freinage ou la réduction des salaires et le resserrement du crédit, de manière à réduire les importations et à ralentir l'inflation.

Les fervents défenseurs de la mondialisation croient que le FMI aide ceux des pays qui acceptent de fournir des efforts suffisants pour sortir de leur situation économique désastreuse.

En revanche, les opposants (altermondialistes) accusent le FMI de ne pas se préoccuper de la démocratie ou de droits de l'homme et de soutenir des gouvernements antidémocratiques ou totalitaires en place.

Pourtant, l'attitude du FMI est normale, c'est celle de toute agence ou émanation des Nations Unies, organismes qui ont pour règle (comme l'ONU elle-même) de ne pas agir contre des gouvernements en place et de ne pas se mêler des affaires intérieures d'un pays membre. En somme, le FMI se comporte comme tout banquier: avant de prêter de l'argent, il vérifie la solvabilité de l'emprunteur, pas ses mœurs.

Le remplacement de la concurrence par du commerce équitable

La mondialisation préfère le commerce concurrentiel, tandis que les altermondialistes proposent le commerce équitable. Ce dernier n'enrichit pas les nations, selon les mondialistes. La richesse ne peut se créer que par la concurrence, la liberté d'entreprendre et de faire des bénéfices. Le commerce équitable est une pure utopie pour les défenseurs de la mondialisation. L'entrepreneuriat équitable cache la solidarité et donc il est du ressort des pauvres. Ce commerce où l'homme prime sur le capital n'est pas un gage de l'enrichissement d'après les mondialistes. Or c'est cela que les altermondialistes proposent dans leur volonté d'agir ou d'entreprendre autrement.

La phobie des organismes génétiquement modifiés (OGM)

La plupart des altermondialistes sont "anti-OGM" parce que, pour eux qui sont anticapitalistes, les OGM sont produits par des multinationales et doivent donc être rejetés sans référence à leur utilité. Pourtant, les biotechnologies sont ventées pour leur pouvoir à apporter des éléments des réponses à quelques-uns des grands problèmes de la planète Terre, à savoir la malnutrition, le coût de l'énergie, la pollution, ... (2001).

Les analyses biotechnologiques considèrent la position des altermondialistes quant à ce comme étant a priori de l'absurdité. Les OGM sont des réponses rapides aux problèmes réels exprimés par l'humanité. Les

effets environnementaux des OGM préoccupent également les altermondialistes.

Au total, ces phobies sélectionnées parmi tant d'autres à l'égard de la mondialisation renseignent que cette dernière, en face du spectre de la pauvreté et des inégalités, se trouve accusée de beaucoup de manquements à ses promesses, que ses détracteurs considèrent comme non tenues. Ces derniers font observer que la pauvreté et les inégalités s'observent encore dans presque toutes les sociétés, au risque d'obliger les mondialistes à verser dans la défensive pour montrer que la pauvreté et les inégalités ont toujours existé et existeront toujours.

Les arguments fournis par les mondialistes pour tenter de se défendre contre les altermondialistes ne sont pas insuffisants du point de vue quantitatif. Ils sont de plus en plus multiples et parfois radicaux. Sont-ils aussi suffisants en qualité pour convaincre les détracteurs et les inciter à renoncer à leur projet alternatif ? C'est la question la plus compliquée, mais à laquelle une réponse négative a été déjà trouvée. En effet, les altermondialistes sont très critiques de la mondialisation et ont décidé de la mise en route d'un projet fondé sur un slogan séduisant : « *un autre monde est possible* ». Quel est ce monde ? Empressons-nous à penser que c'est un monde différent de celui promis par la mondialisation à capitalisme ultralibérale. C'est un monde où le capital serait un outil au service de l'humanité et non un monde où l'homme est assujéti par le capital. Bref, **les altermondialistes rêvent un monde à visage humain.**

Cette tendance qui s'est vite transformée en mouvement au sens activiste du terme, a à son tour formulé des promesses. Elles sont cachées dans son slogan sus évoqué. On passe là de promesses de la mondialisation aux promesses de l'altermondialisme. Considérant qu'il n'est pas indiqué de mettre un nouveau vin dans des vieillesalebasses, le projet altermondialiste a dégagé ses propres intentions dont il convient de chercher la pertinence, l'originalité et la légitimité. C'est le contenu du point qui suit.

Les promesses du projet altermondialiste : mythe ou réalité à Bukavu ?

Rappelons que le slogan altermondialiste est « un autre monde est possible ». Ce monde là promis par le projet altermondialiste est un monde où l'homme se trouve mis au centre des préoccupations économiques, sociales et environnementales ; un monde où l'économico- financier n'est pas maître de tout mais un outil au service de l'humanité, un monde où la finance est encadrée dans la vie sociale, un monde où la solidarité remplace la concurrence.

Pour arriver à construire un tel monde, les altermondialistes ont mis en place un paradigme reposant sur des principes et des valeurs qui diffèrent de ceux prêchés par son adversaire qu'est la mondialisation capitaliste. Ces principes et valeurs ont promis de piloter un projet plus éthique aux plans

social, économique et environnemental, et prêcher des valeurs où la primauté de l'homme et l'égalité sont imparables (inéluçtables, assurées) et où le profit se subordonne à l'intérêt de personnes, etc.

La promesse du mouvement altermondialiste est donc de façonner un monde capable de piloter des projets alternatifs, qui visent à réhabiliter l'homme et bâtir un monde à visage humain. Ces ambitions paraissent nobles mais, aux yeux de plusieurs analystes, elles semblent non réalistes, non réalisables.

Ainsi, la contribution scientifique de Michael Lowy (2010) nous apprend que «l'altermondialisme » traduit la solidarité mais avec comme objectif plus large de rechercher des convergences dans la lutte commune contre un adversaire commun qu'est le néolibéralisme.

Alors, quelle société les altermondialistes veulent-ils bâtir et où en est-on dans sa matérialisation au niveau local (Bukavu)?

1. Les altermondialistes veulent une société de type communiste, de type collectiviste, où l'Etat décide et agit pour le bien de tous. S'appuyant sur les expériences du communisme, les mondialistes formulent la critique acerbe contre les altermondialistes. Selon eux, l'histoire a montré l'échec total des expériences communistes, dans le domaine économique comme dans celui des droits de l'homme. Elle a produit des peuples misérables et opprimés.

Dans la ville de Bukavu, le communisme n'est pas ce qui intéresse. En réalité, dans cette ville, la collectivisation des moyens de production passe par la solidarité, à travers la ristourne, l'épargne commune et l'exercice des activités économiques communes. On préfère cette mutualisation des risques tout en souhaitant l'émergence d'un Etat responsable face à la pauvreté et aux inégalités. C'est un Etat capable de distribuer tout en régulant. Parler du communisme au sens voulu par les altermondialistes serait une arriération à Bukavu. L'économie planifiée par l'Etat n'est pas préoccupante mais celui qui donne des facilités d'entreprendre. Les gens préfèrent se servir de l'approche associative ou mutualiste dans laquelle la solidarité est reine, au lieu de ce communisme où l'Etat est roi.

2. La plupart des altermondialistes veulent une administration mondiale unifiée, mais à Bukavu, les préoccupations populaires s'éloignent de la forme d'administration à adopter et s'orientent plutôt vers la satisfaction des besoins humains prioritaires. On veut une gouvernance axée sur les résultats et non sur la forme d'administration.

A Bukavu, les organisations qui s'inscrivent dans le courant altermondialiste existent et opèrent. Il s'agit ici des Coopératives d'épargne et de crédit, Mutuelles, Associations et Fondations ; sans omettre les autres

activités de l'économie solidaire telles que les Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC), la Ristourne et beaucoup d'autres activités exercées dans l'informel mais qui sont fondées sur la solidarité et l'entraide mutuelle entre les membres. Armées contre la pauvreté et les inégalités, ces organisations prônent des principes spécifiques et reposent (théoriquement) sur des valeurs différentes de celles de l'économie capitaliste. Ces principes et valeurs sont entre autres la primauté de l'homme sur le capital, la solidarité, l'égalité, l'autonomie, la libre adhésion, la lucrativité limitée, etc.

Mais, s'ils diffèrent de ceux du capitalisme au niveau de la formulation, remarquons que ces principes et valeurs sont foulés aux pieds par ces mêmes organisations, soucieuses de se créer un encrage sur le terrain. Ce terrain miné par le capitalisme qui y règne en maître depuis la nuit de temps n'est pas automatiquement acquis à l'altermondialisme. L'adversaire y est enraciné et ses principes y sont mieux compris, au centre desquels figure la recherche du profit.

Certes, les promesses du projet altermondialiste sont effarantes, fascinantes, mais basculent inopinément vers la volonté du paradigme adversaire qu'est la mondialisation capitaliste. Jusqu'à nos jours, les promesses du projet altermondialiste sont mitigées, eu égard à la réalité et tel que le montrent les résultats dans les lignes qui suivent. Ceci n'enlève en rien à ce projet ses forces. Il convient d'inventorier ses forces et ses faiblesses et les vérifier davantage dans la réalité à Bukavu.

Forces et faiblesses des promesses de l'altermondialisme au regard de la réalité à Bukavu

Relevé des forces et des innovations du mouvement altermondialiste

Le mouvement altermondialiste s'inscrit en faux contre l'idée de Francis Fukuyama selon laquelle « aucune forme d'alternative à la démocratie de marché n'est désormais envisageable ». Pourtant, ce mouvement constitue des contre-pouvoirs face aux acteurs dominants de la mondialisation, et joue un rôle de « vigie ou sentinelle éthique » dotée d'un pouvoir d'influence.

C'est dans ce cadre précis de rôle joué par l'altermondialisme que François Houtart (2003) trouve que le mouvement altermondialiste a mis en place des cadres de rencontre qui constituent des incubateurs d'idées pour les altermondialistes. Par exemple les Forums Sociaux Mondiaux.

Bien plus, l'auteur constate que ce mouvement contribue soit à l'« humanisation » du marché capitaliste soit à son remplacement par une autre logique. On pense que c'est un mouvement qui a réussi à créer une conscience collective, un fait culturel nouveau à l'échelle du monde. Si ce mouvement n'a pas résolu les problèmes de pauvreté et d'inégalités, il a néanmoins suscité une prise de conscience collective, il a créé un contrepois réel au capitalisme qui ne doit plus considérer qu'il agit seul sur le terrain.

Certes, à Bukavu, les actions des organisations issues du mouvement altermondialiste ont permis au capitalisme de se repositionner, de se questionner et peut-être de servir mieux que lorsqu'il était seul sur terrain. La recherche de profit par la valorisation de la ressource humaine productive est une innovation dans les entreprises capitalistes. Ce qui étonne est qu'à Bukavu, les organisations issues du mouvement altermondialiste n'ont jamais envisagé l'organisation d'un Forum social local, afin de fédérer et aplanir les zones d'ombres à leur coopération pour une lutte coordonnée contre la pauvreté et les inégalités. Travailler en ordre dispersé favorise la déviation des principes et des valeurs et ce, au profit du capitalisme.

C'est ce que voulait souligner Gabrielle Gérin (2009) en notant que pour certaines ONGs et mouvements institutionnalisés, l'« altermondialisme correspond surtout à une internationalisation de leurs activités. Par la création de liens d'échange et de collaboration avec d'autres organisations équivalentes aux quatre coins du monde, ils espèrent coordonner, solidariser et ainsi renforcer leurs projets de transformation sociale à l'échelle du globe ». Dans cette perspective, le moment clef où se cristallise le processus altermondialiste est le Forum social mondial, espace de réseautage et d'élaboration de stratégies globales entre organisations.

Une autre force de l'altermondialisme est, selon Jacques Gélinas (2008) d'avoir favorisé la reconstruction d'une économie fondée sur le coopérativisme (émergence du coopérativisme) en opposition aux valeurs capitalistes. Le projet altermondialiste a aussi permis de décoloniser notre imaginaire : favoriser la bataille des idées.

L'arsenal de principes et valeurs qui lui sont propres constitue une certaine originalité, mais, dans le contexte de la ville de Bukavu, ces principes et valeurs souffrent d'une grave inapplicabilité, à cause de la déviation qu'en font les acteurs sur le terrain.

Une autre force de cette nébuleuse altermondialiste réside, à en croire Isabelle Sommier (2008), dans sa fluidité et sa souplesse, c'est-à-dire dans la capacité que les groupes ont eu de s'agréger alors même qu'il s'agit d'un espace d'organisation de tradition militante, de modèle organisationnel, aux causes extrêmement diverses, et quelquefois en compétition.

Plusieurs autres penseurs notent que l'altermondialisme est également caractérisé par un engouement renouvelé pour l'action directe et créative, un rejet des modes d'organisation hiérarchiques, ainsi que par le développement de pratiques alternatives du vivre-ensemble social et politique, de production, de consommation et de militantisme basées sur l'horizontalité et l'écologie. Ce mouvement se veut démocratique et démocratisant.

A Bukavu, les membres des organisations de l'économie alternative ou celles de l'économie sociale et solidaire se disent épanouis, considérés au même pied d'égalité, réhabilités et confiants, en vertu du principe de la

démocratie qui doit régner dans ces organisations. Bien que différents les uns des autres, chacun trouve qu'il est égal à chacun, la distance est réduite par la solidarité, peu importe la différence des parts souscrites.

Pour notre part, l'adoption des principes et des valeurs qui diffèrent de ceux de la mondialisation est une force inéluctable de la part de l'altermondialisme. Il se pose plutôt la problématique de l'applicabilité concrète de ces principes et valeurs sur le terrain, en face du capitalisme qui y règne en maître depuis la nuit de temps.

Par ailleurs, avoir favorisé le développement des initiatives collectivement accessibles par des populations exclues du système financier classique est une autre force qu'on ne peut lui enlever. Par exemple, l'accès au crédit par des populations pauvres, la formation et l'apprentissage de la culture d'épargne, le crédit solidaire, etc.

Les faiblesses et les déboires du mouvement altermondialiste

Bien que très ambitieux, le projet alternatif prôné par les altermondialistes revêt un certain nombre de faiblesses ou de limites. Nous les situons aux plans sociologique et téléologique.

a) Au plan sociologique, une grande hétérogénéité, source de désaccords

Les altermondialistes sont faibles parce que divisés, et en désaccord profond dès qu'il s'agit de décisions d'action concrètes.

Cette hétérogénéité entraîne une impossibilité d'accord des divers courants altermondialistes sur des projets d'action concrète. Ils constituent une nébuleuse, difficile à fédérer.

Les altermondialistes sont structurés par rapport à ce qui les rapproche, mais ils constituent une nébuleuse par rapport à leur hétérogénéité au niveau de leur composition sociologique. C'est un mouvement difficile à fédérer.

Cette hétérogénéité et l'absence de cadre de rencontre entre les différentes organisations issues du mouvement altermondialiste font qu'à Bukavu, par exemple, un membre d'une Coopérative x contracte des crédits dans plusieurs Coopératives d'épargne et de crédit, sans se faire remarquer. Les Coopératives n'ont pas de cadre de rencontre pour discuter et ne disposent pas de mécanismes communs pour attraper ces membres turbulents.

b) Au plan téléologique, le système dominant que l'altermondialisme a voulu combattre est toujours présent et domine : C'est le capitalisme mondialisé.

Cette omniprésence du capitalisme de plus en plus fort donne raison à Francis Fukuyama qui soutenait qu'*aucune forme d'alternative à la démocratie de marché n'est désormais envisageable* (Francis Fukuyama, 1992 ; Ludivine Bantigny, 2015).

Et Milton Friedman (1976) abonde presque dans le même sens lorsqu'il soutenait déjà il ya quelques décennies que *le seul caractère social des entreprises est de faire du profit*. Malheur à celles qui auraient eu une finalité autre. Selon cette perspective, le problème de la justice sociale et du développement durable est de la responsabilité de l'Etat et non des entreprises. Le capitalisme comme adversaire déclaré du mouvement altermondialiste opère toujours et encore, parfois sous l'ombre des entreprises dites d'économie sociale œuvrant sous le sillage du capitalisme. Sur le terrain, on note une nette déviation des principes et des valeurs propres à l'économie alternative.

Dans la physionomie de l'économie sociale et solidaire de la ville de Bukavu en RD Congo, il s'observe des contradictions entre valeurs, principes et actions du paradigme alternatif. Plusieurs entreprises relevant du projet altermondialiste ont dévié leurs valeurs au profit de valeurs du capitalisme qu'elles prétendent combattre en tant qu'adversaire. Cela ne peut que faciliter le maintien du système capitaliste. C'est une erreur de stratégie qu'est d'utiliser les principes de l'adversaire pour chercher à le combattre. Si ce n'est pas une erreur, c'est alors une complicité.

La volatilisisation des épargnes, le prélèvement des intérêts sur les capitaux octroyés en termes des crédits, les pénalités en cas de retard de remboursement, la saisie des biens en cas d'insolvabilité,...ne sont pas des actes de la rationalité sociale et solidaire mais bien des actes relevant de la rationalité capitaliste.

Les Coopératives d'épargne et de crédit ainsi que les mutuelles opérant dans la ville de Bukavu ont contredit et fait mentir les principes et valeurs propres à l'économie sociale et solidaire dont le fondement intrinsèque est l'altermondialisme. En effet, les membres de ces organisations socio-économiques qui ont perdu leurs épargnes ne cessent d'organiser des marches de colère et des sit-in à la Banque Centrale du Congo, accompagnés de leurs femmes et des enfants. On observe également des calicots portant des écrits de revendications, sans oublier le mémorandum adressé aux autorités provinciales et nationales, pour exiger que justice soit faite. En réalité, l'altermondialisme n'a pas démantelé le système capitaliste dans la ville de Bukavu ; il a plutôt contribué à sa légitimation. Au fond, les micro entreprises créées à base de l'accès aux services coopératifs sont devenues des créneaux du capitalisme et ne visent pas avant tout à recréer les liens sociaux en termes de solidarité mais à réaliser des profits.

En réalité, sur le terrain, c'est le capitalisme qui se maintient dans plusieurs sociétés, en général, et à Bukavu, en particulier. L'altermondialisme s'est mis à son service.

D'ailleurs, Isabelle Sommier (2008) écrit en regrettant que « Les innovations de l'altermondialisme sont aussi en parfaite adéquation avec le capitalisme que nous combattons ».

A Bukavu, les faits montrent que l'économie altermondialiste n'est qu'une autre façon de faire le capitalisme, c'est une innovation dans le capitalisme et non une alternative au capitalisme.

Toutefois, les sociétés n'ont pas enregistré le même impact de cette nébuleuse altermondialiste. L'économie sociale et solidaire est devenue une réalité planétaire mais son impact se présente en dent de scie ; il est mitigé ou composite. Il ya lieu de croire que l'altermondialisme a un impact à géométrie variable.

Lorsqu'on se réfère à la littérature sur l'apport de l'économie sociale (conséquence du mouvement altermondialiste) au Québec, au Japon, aux USA, en France, dans l'Union européenne, en Inde, ...les alternatives au modèle économique dominant qu'est le capitalisme sont regardées comme ayant apporté une contribution au PIB et à la lutte contre le chômage.

En RDC, en général, et dans la ville de Bukavu, en particulier, au plan formel, les alternatives fonctionnent, mais dans le sillage du capitalisme et sont étouffées par la déviation des valeurs et l'inadvertance de l'autorité de régulation qu'est l'Etat. Les épargnes se volatilisent et les entreprises coopératives tombent en faillite, laissant derrière elles de nouveaux pauvres et de nouveaux chômeurs. Parmi les grandes coopératives d'épargne et de crédit tombées en faillite figurent IMARA, MECREBU, KAWA, TULINDE HAZINA, etc. Remarquons que les deux premières avaient plus de membres que les autres et jouissaient d'une grande popularité et crédibilité avant qu'elles n'aient procédé au détournement des épargnes de leurs membres. Cette faillite est un réel manque à gagner en termes d'emploi et d'opportunité économique.

Eddy Fourgier (2008) soutient que ce courant de contestation du système économique dominant, qui a été incarné par l'altermondialisme, ne triomphera sans doute jamais, mais il ne disparaîtra pas pour autant et continuera certainement à jouer un rôle de contre-pouvoir global face aux principaux pouvoirs économiques. « Ne faut pas enterrer le mouvement altermondialiste et ses idées. Il faut encourager ses acteurs à revenir sur les fondamentaux ».

D'ailleurs, pour nous, il ne devrait plus être question de perdre du temps à chercher l'impossible remplacement du capitalisme, mais de le laisser cohabiter avec d'autres approches alternatives dans la symbiose. La compétition entre acteurs multiples et actifs sur un même terrain n'est plus à regarder de mauvais œil.

Jean Barrea (2007) soutient que « les crises du réel et son éclatement en réels alternatifs ou concurrents, sont propices à l'éclosion de la pensée utopienne [...]».

Ce penseur des slogans et des utopies trouve logique l'éclosion des idées altermondialistes pour frayer le chemin aux alternatives concurrentielles au modèle dominant qu'est le capitalisme mondialisé. L'utopie est donc nécessaire dans la révolution culturelle et sociale et la dynamique du système-monde semble reposer sur l'utopie. Pour nous, il n'est pas vicieux de dire que « je peux faire mieux que celui-là ou de dire que je peux faire comme lui ». Faire comme et avec autrui alors qu'on pense qu'il n'a pas bien fait est une façon de légitimer son système ». C'est une dialectique de reproduction d'hier par aujourd'hui et donc un passé actualisé.

A être contre tout et en plus minoritaires et divisés, les altermondialistes n'obtiendront à peu près rien. Tout juste feront-ils prendre conscience au monde, par médias interposés, que pour progresser, l'homme doit continuer à rêver à un monde meilleur et à la protection de son environnement. En outre, leurs idées seront récupérées par certaines de ces multinationales qu'ils détestent, et qui s'en serviront pour s'attirer sympathie et crédibilité auprès des consommateurs sensibles à ces arguments.

Sans nul doute, il se trouve que l'altermondialisme est passé d'un répertoire réactif à un répertoire proactif. Sa boîte à outils comprend aussi bien des critiques à l'égard de son adversaire déclaré que des propositions auréolées des forces et des faiblesses.

Conclusion

Il se trouve que les excès de la mondialisation étaient devenus insupportables et qu'elle n'a pas tenu ses promesses. Mais, le comportement de l'altermondialisme sur le terrain de la pauvreté ne prouve pas que celui-ci se soit donné le pouvoir de servir d'alternative crédible et efficace. Certes, l'altermondialisme pourrait inciter la mondialisation à s'innover, à s'améliorer, à mieux s'adapter aux nouvelles réalités de terrain, à l'instar d'une majorité politique qui se servirait des projets d'une opposition. A bien des égards, l'altermondialisme est considéré comme étant un capitalisme euphémiste ou atténué.

En conséquence, bien que féconde en idées, l'altermondialisme revêt aussi des allures d'une nouvelle utopie. Certes, nous avons expliqué que son impact est à géométrie variable. Chaque société peut évaluer cet impact par rapport à lui-même, et si on veut, par comparaison aux autres sociétés tout en restant prudente dans le choix des paramètres de cette comparaison.

A Bukavu, les alternatives économiques réfèrent encore au capitalisme, s'y adaptent le mieux, comme si c'était dans leur nature de cohabiter. L'économie sociale se voulant alternative est bien présente et n'a

pas d'autre choix que d'interagir avec l'économie capitaliste qu'elle a pourtant définie comme étant son adversaire. Peut-on combattre son adversaire en empruntant ses principes et valeurs ? C'est de l'utopie, ou à tout le moins, de la complicité.

Néanmoins, empressons-nous de l'admettre, le monde se façonne par l'utopie, il faut rêver pour innover. C'est par l'utopie qu'on peut passer d'un paradigme à un autre et introduire des doutes dans le système dominant. Sans prétendre remplacer la mondialisation ultralibérale de l'économie, le mouvement altermondialiste a démontré que ce système dominant était grossier, imparfait et que donc on pouvait le déstabiliser en entreprenant autrement et avec lui. Les armes que les altermondialistes ont affutées pour écorner l'image de la mondialisation sont en train d'être affutées pour démontrer que même l'altermondialisme est une utopie. Si la mondialisation a tort, ce n'est pas non plus l'altermondialisme qui a raison. Tous deux ont trahi chacun, certains de ses serments. Ainsi, le monde est passé de l'utopie à une nouvelle utopie.

References:

1. Barrea, J. (2007). L'altermondialisme à la lumière de la sociologie de l'utopie, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain.
2. Colloque Ombres et lumières de la mondialisation, Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM), Montréal 22 au 23 novembre 2004.
3. Desrosiers E. (2004). « Perspectives : Le monde à l'envers », Ledevoir. www.ledevoir.com
4. Fougier E. (2013). « Altermondialisme : contre-pouvoir global ou grande alternative ? », CERISCOPE Puissance, [en ligne], consulté le 08/05/2019, URL : <http://ceriscope.sciences-po.fr/puissance/content/part6/altermondialisme-contre-pouvoir-global-ou-grande-alternative>
5. Fukuyama F. (1992). La fin de l'histoire et le dernier homme, Paris, Flammarion.
6. Gélinas, J. (2008). Dictionnaire critique de la globalisation. Les mots du pouvoir, le pouvoir des mots, Montréal, Ecosociété.
7. Gérin G. (2009). « Potentiels et innovations de l'altermondialisme au Québec : Le Forum social québécois et le campement autogéré », Altermondialisme (automne 2008), forum social québécois.
8. Hibou B. (1999). La privatisation des Etats, Paris, Ed. Karthala, collection Recherches internationales.
9. Houtart F. (2003). Forces et faiblesses de l'altermondialisation, cité dans « Le monde diplomatique », A l'heure du Forum social européen.

10. Lamy P., Wyplosz C. et Charnovitz S. (2005). « Mondialisation et préférences collectives : la réconciliation ? » Site web : www.possibles.cam.org
11. Löwy M. (2010). « Négativité et utopie du mouvement altermondialiste », La brèche numérique.
12. Ludivine Bantigny (2015). « La fin de l'histoire n'aura pas lieu, écrire l'histoire ».
13. Martin D. (2007). « Altermondialisme : une analyse critique », Site personnel de Daniel Martin.
14. Moisan J.-P. (2001). « Génétique, trop de craintes irraisonnées », Le Figaro.
15. Plihon Dominique (2008). « L'altermondialisme, version moderne de l'anticapitalisme ? », dans Actuel Marx.
16. Sahlins, M. (1983). La redistribution, Cambridge University Press.
17. Servet J.-M. (2007). « Le principe de réciprocité chez Karl Polanyi, contribution à une définition de l'économie solidaire », Revue Tiers monde, n° 190.
18. Sommier I. (2008). Altermondialisme : ses acquis et ses limites.
19. Tremblay J.-M. (2008). « L'altermondialisme : une utopie créatrice », Revue Possibles, 5070, Rue de Lanaudière, Montréal (Québec), H2J 3R1.
20. Zaki Laïdi, (2006). La Grande Perturbation, Paris, Flammarion.
21. Ziegler J. (2002). Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent, Paris, éditions seuil.